

2018 Grand témoin Vincent de Coorebyter

Par Francis
Van de Woestyne

lalibre.be

Découvrez l'intégralité de l'interview
de Vincent de Coorebyter
sur lalibre.be

Après une carrière comme chercheur indépendant et une thèse de doctorat sur Jean-Paul Sartre, Vincent de Coorebyter a dirigé le Crisp de 1998 à 2013. Il est professeur de philosophie à l'ULB depuis 2013, spécialiste des questions de démocratie et de laïcité.

“Il y a une crise profonde de la légitimité”

Que retenir-vous en priorité de l'année 2018 ?

Le plus surprenant, c'est l'irruption des “gilets jaunes”. C'est un phénomène d'abord français qui a pris aussi en Belgique, alors qu'ici les conditions initiales qui favorisaient le mouvement en France n'étaient pas réunies. En France, c'est le produit d'un clivage territorial entre, d'une part, des villes prospères, inscrites dans la dynamique de la mondialisation, qui attirent une population apte à profiter de cet élan économique mondial et, d'autre part, des zones périurbaines qui se sentent en marge de ce mouvement économique positif, font face à des défis de mobilité et subissent le recul de la présence de l'État dans ces territoires: fermetures d'hôpitaux, de sous-préfectures, de postes de police... Joue aussi, en France, la verticalité du pouvoir, sa personnalisation: on attend tout du même homme, le président, et on lui impute tout quand la société ne tourne pas bien. On peut diriger une révolte contre le pouvoir politique en espérant obtenir un résultat: si Emmanuel Macron le veut, il résoudra nos problèmes. La preuve: il a fini par apporter une réponse à une dizaine de milliards d'euros.

Ces conditions ne sont pas réunies en Belgique...

Non. Le territoire est plus densément peuplé, moins abruptement contrasté. Nous n'avons pas le même degré de dualisation du territoire et la pauvreté, chez nous, est davantage urbaine que périphérique. En Belgique, on ne sait pas toujours qui incarne le pouvoir politique parce qu'il est éclaté institutionnellement. Personne ne le détient à titre personnel à un degré éminent. Le Premier ministre est un chef d'équipe soumis à des vicissitudes. Il n'est pas facile de déstabiliser le pouvoir politique ou d'obtenir une

réponse globale à ses difficultés parce que ce pouvoir est disséminé et invisible. Malgré cela, le mouvement des “gilets jaunes” a fasciné, a interpellé, comme s'il faisait écho à des difficultés vécues ici aussi.

Si l'on se réfère aux études de la Banque nationale, il n'y a pas de dégradation du pouvoir d'achat. Qu'est-ce qui alimente le sentiment de déclassement ?

Nous remarquons les augmentations de prix, pas les baisses de prix. Et, surtout, les responsables politiques et les médias raisonnent sur la base de statistiques qui sont trompeuses. Car le sentiment de vie chère est vécu à titre individuel, dans des situations concrètes, problématiques: les locataires qui vivent à Bruxelles et qui subissent la flambée des loyers; ceux qui sont allés vivre à Enghien, Denderleeuw ou Tubize pour avoir un loyer plus bas, mais qui subissent les hausses du prix de l'essence ou les dérèglements de la SNCB; les familles monoparentales dans lesquelles il est compliqué de concilier les obligations professionnelles et l'éducation des enfants... Il y a une divergence profonde entre la perception du monde politique, des experts, des médias, et les situations vécues de précarité. Si les responsables politiques ne prennent pas cela en compte, ils vont continuer à buter sur des mouvements de protestation qu'ils n'ont pas vu venir.

Les revendications sont variées, comment faire le tri ?

Il y a une foule de revendications contradictoires. Ré-

clamer de meilleurs services publics, cela paraît évident. Demander moins de taxes pour ces personnes sur le fil du rasoir, cela paraît évident aussi. Ce double vécu constitue le ressort du mouvement. Les politiques, les experts, les journalistes, répondent froidement: vos revendications sont contradictoires, nous ne les entendons pas. Mais la réalité est faite de souffrances, de colères, de frustrations: il faut commencer par les entendre, et pas tout de suite les décrédibiliser au nom de leur irrationalité.

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est devenu, au fil des semaines, une de leurs principales revendications. L'électeur doit-il avoir voix au chapitre à tout moment et non plus uniquement lors des élections ?

Il y a eu une évolution dans les revendications. À la racine, la volonté est de redonner du pouvoir au peuple. C'est logique: ce peuple a le sentiment que le système représentatif est en faillite et ne l'entend pas. Faute d'avoir confiance dans le système, on cherche à retrouver une part de sa souveraineté et, pourquoi pas, la possibilité de décider par soi-même puisque les élus et les élites entendent mal et décident mal.

La démocratie est-elle en panne ?

Cela s'inscrit dans un mouvement antérieur aux "gilets jaunes", et plus large, à savoir la remise en cause de

toute forme d'expertise: les hommes politiques, les médias, les scientifiques, les enseignants, les experts économiques. On se retrouve dans une situation prévue par Rousseau, qui disait, en substance: il faut une longue altération d'idées pour prendre son semblable comme maître. Quelle est la légitimité de ceux qui prétendent nous diriger, si nous sommes convaincus que nous valons autant qu'eux ?

N'est-ce pas la base de la démocratie représentative ?

La base de cette démocratie est de déléguer des pouvoirs à des personnes a priori plus éclairées: des professionnels de la politique, du compromis, de l'intérêt général. Pour cela, il faut être convaincu que l'on choisit soit les meilleurs – c'est-à-dire les élites – soit des semblables sur la base des programmes. En Belgique, nous suivons plutôt ce schéma égalitariste. Mais du coup, il ne faut pas s'étonner s'il n'y a pas de fascination, d'admiration à l'égard de ceux qui ne sont pas considérés comme des élites. On peut dire que c'est heureux: chez nous, le Premier ministre est un citoyen parmi d'autres. Mais si l'on n'est pas convaincu que nos responsables politiques sont supérieurs à nous, il y a une crise profonde de la légitimité, alimentée par un sentiment d'échec: échec à résoudre les inégalités, la question des migrations, du réchauffement climatique.

“Scrutin majoritaire: on a peut-être intérêt à lever le tabou...”

Comment revivifier la démocratie ?

Je distinguerai trois pistes. D'abord, on peut chercher à améliorer le lien entre les élus et les électeurs. C'est un sujet tabou en Belgique. Dans notre pays, on considère que, depuis la fin du XIX^e siècle, nous avons un mécanisme pertinent: scrutin proportionnel, coalition gouvernementale, jeu majorité-opposition, indépendance des élus. Il n'y a même pas de débat sur un éventuel basculement du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire. On aurait peut-être intérêt à lever le tabou.

Y êtes-vous favorable ?

À l'ULB, j'enseigne les vertus incontestables du système proportionnel. Et je suis frappé de voir des étudiants me dire: on n'en peut plus du scrutin proportionnel, cela nous donne un spectacle politique illisible, avec des jeux douteux de coalitions, d'alliances, de tractions, avec des compromis qui ne

semblent pas être le plus grand dénominateur commun mais plutôt l'arrangement qui convient le mieux aux intérêts spécifiques de chacun des partis. Ces jeunes ont le sentiment que la politique menée est toujours plus ou moins centriste, tantôt centre-droit, tantôt centre-gauche, tantôt centre-centre... Cela laisse des pans entiers du champ politique en dehors du jeu. Le PTB peut faire demain 20%, il ne trouvera pas de parti qui acceptera ses exigences. Pareil pour le Parti populaire ou le Vlaams Belang. Le scrutin proportionnel est le plus démocratique. Mais on peut s'interroger sur les compromis "centristes": sont-ils lisibles? On peut avoir un regard critique sur le système majoritaire et ultra-présidentiel à la française, au moins a-t-on l'impression de savoir ce qui s'y passe, qui décide. Je ne dis pas qu'il faut basculer de l'un vers l'autre. Je suis frappé par le fait qu'on n'en débat plus.

Quelle serait la deuxième piste de réflexion pour revivifier la démocratie...

C'est la démocratie directe sous sa forme référendaire, d'initiative populaire, parlementaire ou gouvernementale. En Belgique, le sujet est délicat

parce qu'on a en mémoire la consultation populaire organisée lors de la Question royale: le procédé n'est pas dans la culture nationale. Ce serait pourtant une carte à essayer: au niveau local et régional, là où elle est permise, on l'emploie assez peu. C'est une piste qui donnerait aux citoyens le sentiment qu'ils récupèrent une part de leur souveraineté.

La troisième piste... ?

C'est le tirage au sort. Il est conforme au climat individualiste et égalitariste ambiant, et il répond au souci que je pointais en commençant: il permettrait de prendre en compte les réalités vécues et d'élaborer des décisions consensuelles qui ne soient pas technocratiques. Le mécanisme est intéressant. Mais il y a deux problèmes majeurs. D'abord, une étonnante timidité. Ceux qui revendiquent ce système ne demandent pas de déboucher sur des décisions finales mais sur des

propositions qui seront soumises au monde politique. Si le système de tirage au sort veut avoir du sens, il doit, à mon avis, déboucher sur un droit de décision laissé à des assemblées de citoyens. Mais sommes-nous prêts à cela, à faire en sorte que nos semblables deviennent nos maîtres? À déléguer le droit de décider à une toute petite portion de la population, que nous n'avons pas choisie? Deuxième problème: la lourdeur. C'est très long d'amener des amateurs en politique à délibérer, à écouter des experts, à élaborer des décisions qui tiennent la route. Et il est difficile de trouver des volontaires dans les couches les plus modestes, les moins diplômées de la population. La piste est intéressante mais elle a ses limites.

“Je suis frappé de voir des étudiants me dire: on n'en peut plus du scrutin proportionnel, cela nous donne un spectacle politique illisible, avec des jeux douteux de coalitions.

“Les journalistes sont des élites décrédibilisées”

Critiquer la presse devient un sport national pour certains hommes et femmes politiques: Trump, Le Pen, Mélenchon... Ils seraient devenus des “journalopes” qui travaillent dans des “merdias”. On a rarement atteint une telle véhémence...

Les journalistes sont pris dans ce mouvement d'ensemble: égalitarisme, individualisme. Ce sont des élites décrédibilisées comme les autres. Mais depuis quelque temps, ils le sont encore plus que les autres. Trois éléments peuvent expliquer cette tendance. Il y a un lissage politique de tous les médias traditionnels: on n'a plus, en Belgique, une presse d'opinion très marquée, une presse très à gauche ou très à droite, très catholique ou très anticléricale. C'est un vaste univers centriste, très prudent, qui se veut aussi objectif que possible, qui ne veut pas jouer un rôle tribunicien, de dénonciation. On éditorialise de façon plus soft et nuancée que par le passé. Dès lors, des fractions de la population ne trouvent plus de relais dans la presse écrite. Deuxième facteur: il y a incontestablement une proximité intellectuelle entre le monde des médias et le monde politique mais aussi les experts économiques et autres. Exemple: systématiquement, les journalistes parlent de “charges sociales” pour désigner les cotisations sur les salaires qui servent à alimenter la sécurité sociale. Ce n'est pas neutre. Ces charges sont en réalité un vecteur de solidarité et d'émancipation. On évoque aussi les “réformes”: ce sont en réalité des choix politiques libéraux de dérégulation, de mise en concurrence. C'est un projet politique alors que beaucoup de médias l'utilisent de manière descriptive et anodine. J'ai adopté deux points de vue de gauche. Prenons ceux de droite. Les journalistes parlent de “migrants”,

de “réfugiés”, des termes neutres, incontestables, objectifs. Pour une partie de la population, ce ne sont pas des migrants: ce sont des “Noirs”, des “musulmans”, des “envahisseurs”, des “terroristes”... Les journalistes ont raison de dire “migrants” ou “candidats réfugiés”. Mais une partie de la population ressent ce vocabulaire comme participant d'un politiquement correct, ou d'un choix en faveur de l'ouverture des frontières, d'une société multiculturelle. Ceux qui sont convaincus que notre identité est en péril jugent les médias complices de cette lame de fond quand ils utilisent des termes trop neutres. Pareil quand les médias utilisent l'expression “préssumé terroriste” après un attentat dont cette personne est manifestement responsable. Par respect de la présomption d'innocence, les journalistes utilisent l'adjectif “préssumé”, typique du langage judiciaire mais vécu par une partie de la population comme un véritable déni de justice. Les journalistes ont raison de respecter ces procédures, ou les droits de la défense, mais ces mécanismes peuvent apparaître comme autant de ficelles qui permettent de protéger les coupables.

Les réseaux sociaux accentuent cette décrédibilisation de la presse...

En effet, c'est le troisième grand facteur d'accélération de ce phénomène... les réseaux sociaux, Internet, les algorithmes qui vous inscrivent dans une tribu aux contours extrêmement fermés, qui vous encouragent à ne lire que des contenus de même nature, vous renvoient vers des sites porteurs de la même idéologie. Cela renforce les convictions, y compris irrationnelles, complotistes, racistes, populistes. Nous sommes pris au piège de cette e-démocratie

que l'on nous a vendue comme étant miraculeuse, où chacun allait avoir accès à l'information et au débat. Mais il faut pouvoir accéder aux informations sérieuses. Or si l'on suit la pente technologique, on tombe dans une caisse de résonance de ses propres pulsions, de ses propres préjugés. Il n'y a plus de grands facteurs d'unification mentale élémentaire, de grands vecteurs de représentation partagée.

L'école ne joue-t-elle pas ce rôle “unificateur”?

Elle jouait ce rôle, nous donnait une culture commune: elle est de plus en plus différenciée, éclatée en filières distinctes. Il n'y a plus de culture nationale en Belgique, on en a fait le deuil. La télévision était porteuse de cette capacité d'unification à l'époque où il n'y avait qu'une ou quelques chaînes. Mais elle est devenue secondaire dans les pratiques de consommation de l'information, et de plus en plus éclatée: certains passent tout leur temps sur une chaîne de sport, musicale ou de type Ushuaïa. Internet multiplie cette fragmentation. Les journalistes apparaissent dès lors comme la niche la plus proche des élites, du système dominant.

Les médias passent aussi beaucoup de temps à interroger l'homme de la rue. Mais les micros-trottoirs ne font pas remonter ce qu'il y a de mieux...

Ce n'est pas le travail des citoyens d'être responsables politiques, experts économiques ou professeurs d'université. Les médias ont décidé que les citoyens voulaient être mis en scène. Pendant ce temps, les journalistes n'exercent pas leur travail pédagogique ou de vérification. Mais il est vrai que quand ils font ce travail pédagogique, ils donnent le sentiment de faire la leçon, de dire ce qu'il faut penser.